

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour décembre 2003

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

LA TENDANCE DE DECEMBRE 2003

**Une fin d'année positive pour l'économie parisienne :
Hausse des immatriculations d'entreprises
Stabilité des jugements d'ouverture de redressement et de liquidations judiciaires**

LES INDICATEURS CLES DE L'ECONOMIE PARISIENNE EN DECEMBRE 2003

VARIATION EN % POUR L'ANNEE 2003 PAR RAPPORT A 2002 :

Variation en % entre 2002 et 2003

Les immatriculations d'entreprises (1)	+3,80%
Les investissements des entreprises	-0,11%
L'endettement fiscal des entreprises	+1,80%
L'endettement social des entreprises	-2,24%
Les ouvertures de procédures collectives	+0,41%
Les liquidations judiciaires	+1,27%

**Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce de Paris en décembre 2003 :
0,9 jour**

➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

« **Une fin d'année positive pour l'économie parisienne.** ». Avec plus de 3 000 immatriculations au Registre du commerce en décembre 2003, la création d'entreprise a achevé l'année sur un bilan positif. L'engouement des créateurs de petites structures s'est même intensifié en fin d'année, ainsi qu'en témoigne l'immatriculation de 333 SARL au capital inférieur à 7 500 € en décembre 2003. Les dispositions prises en faveur des porteurs de projets par la Loi sur l'Initiative Economique a largement favorisé la création d'entreprises en 2003 : 30 241 nouvelles entités se sont immatriculées au Registre du commerce, soit +3,8% par rapport à 2002. La hausse des demandes de prêts reflétée par les inscriptions de nantissements déposées auprès du greffe confirme également la tendance à la reprise de l'économie parisienne. Enfin, conformément à la tendance observée ces derniers mois, les jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires se sont maintenus à un niveau stable en décembre (+0,41% par rapport à 2002), et tout au long de l'année 2003, sans doute en raison des efforts soutenus réalisés par les juges du Tribunal de commerce en matière de Prévention des difficultés des entreprises. Pour mémoire, les principaux opérateurs économiques pronostiquent une hausse des faillites de l'ordre de 7% en France en 2003.

Le greffe au service des entreprises. Les nouvelles entreprises ont été immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 0,9 jour franc ouvrable en décembre 2003. Le greffe du Tribunal de commerce de Paris s'engage à améliorer la satisfaction de ses clients en termes d'accueil et de délais, dans le cadre de la démarche qualité qu'il a entreprise.

NB : La loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable à compter de la réception de ceux-ci.

(1) En données corrigées (hors sociétés civiles constituées avant 1978 et immatriculées en 2002)

❖ **Immatriculations d'entreprises :**

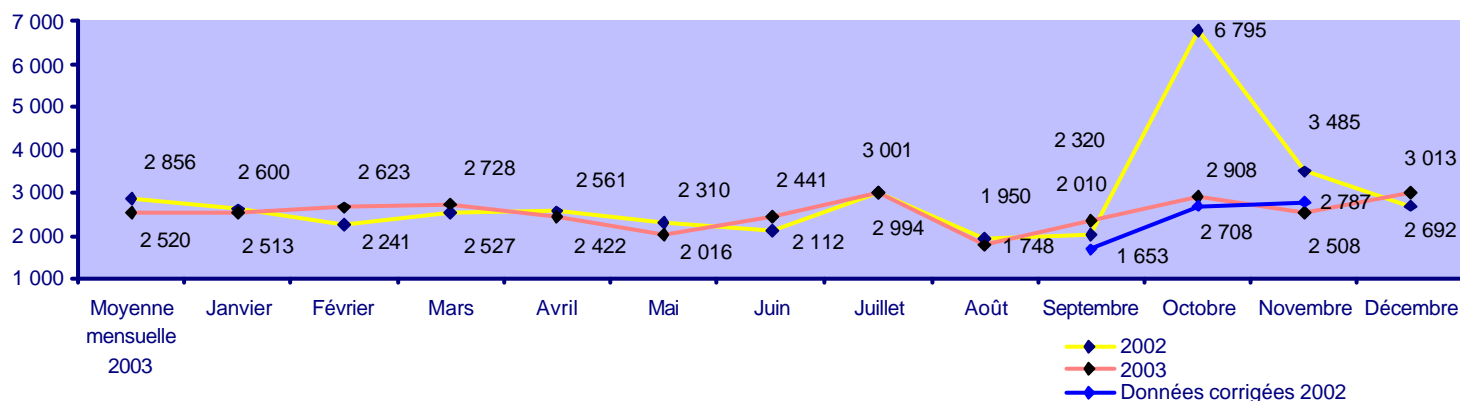
Création d'entreprises toujours en hausse : +11,92% en décembre (en données corrigées*)

Immatriculations au Registre du commerce	Janvier à décembre	Décembre
2002	34 277	2 692
2002 données corrigées	29 135	
2003	30 241	3 013
Evolution en %	-11,77%	+11,92%
Evolution en % (données corrigées – exclusion des sociétés civiles constituées avant 1978 astreintes à s'immatriculer avant le 1^{er} novembre 2002)	+3,80%	

3 013 nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce et des sociétés en décembre 2003, soit une augmentation de 11,9% par rapport à décembre 2002. En données corrigées*, les immatriculations progressent de 3,80% en 2003.

La loi sur l'Initiative économique du 1^{er} août 2003 continue à susciter l'engouement des créateurs d'entreprises : 333 SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 € se sont immatriculées au Registre du commerce en décembre 2003, soit 21% du nombre total des immatriculations de SARL en décembre. Depuis le 1^{er} août 2003, 813 SARL de ce type se sont immatriculées au Registre du commerce.

* NB : Pour mémoire, le mois d'octobre 2002 a été marqué par l'immatriculation de sociétés civiles constituées avant 1978, et astreintes à une immatriculation avant le 1^{er} novembre 2002.



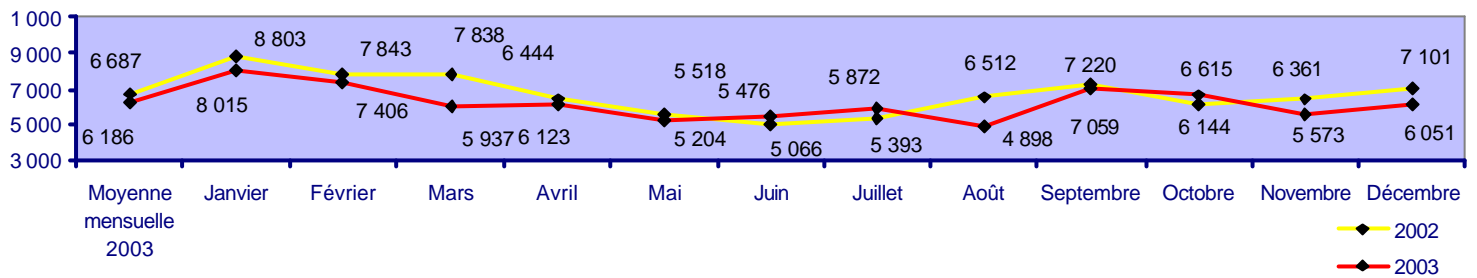
❖ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce :**

En baisse : -14,79% en décembre 2003 (par rapport à décembre 2002)

Modifications au Registre du commerce	Janvier à décembre	Décembre
2002	80 243	6 051
2003	74 229	7 101
Evolution en %	-7,49%	-14,79%

En décembre 2003, les inscriptions modificatives subissent une baisse de 14,79% par rapport à décembre 2002. En 2003, 74 229 inscriptions modificatives ont été portées au Registre du commerce et des sociétés, contre 80 243 en 2002, soit une baisse de 7,49%. En 2002, les dirigeants d'entreprises avaient fait enregistrer un important volume d'inscriptions modificatives qui leur étaient imposées par la loi sur les Nouvelles Régulations Économiques.

NB : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....



❖ Radiations d'entreprises du Registre du commerce

Augmentation des radiations en décembre 2003 (par rapport à décembre 2002) : +4,42% pour les radiations sur déclaration et +8,23% pour les radiations d'office.

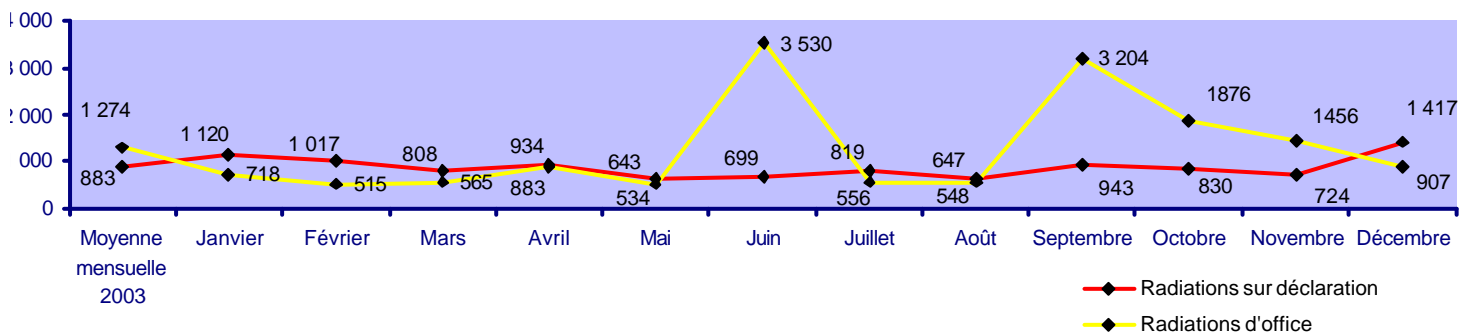
Radiations sur déclaration du Registre du commerce	Janvier à décembre	Décembre
2002	10 196	1 357
2003	10 601	1 417
Evolution en %	3,97%	4,42%

Radiations d'office du Registre du commerce	Janvier à décembre	Décembre
2002	10 196	838
2003	15 292	907
Evolution en %	49,98%	8,23%

En décembre 2003, 1 417 dirigeants ont déclaré au greffe la radiation de leur entreprise, soit une augmentation de 4,42% par rapport à décembre 2002. En 2003, ce poste affiche une augmentation de 3,97% en comparaison avec 2002.

En volume, les radiations d'office augmentent de 8,23% en décembre 2003, par rapport à 2002. En 2003, elles progressent de 49,98% en comparaison avec 2002, le greffe ayant procédé à une apuration du Registre du commerce pour en extraire les entreprises en cessation d'activité.

En 2003, le nombre total de radiations s'élève à 25 893, soit une progression de 27% par rapport à 2002. Ce phénomène est principalement dû à la forte hausse du nombre de radiations d'office réalisées par le greffe.



NB : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...

❖ Investissements des entreprises ou crédits bancaires :

Progression des inscriptions relatives aux investissements des entreprises en décembre 2003, soit +16,47%, et des prêts bancaires accordés aux entrepreneurs, soit +18% (par rapport à décembre 2002)

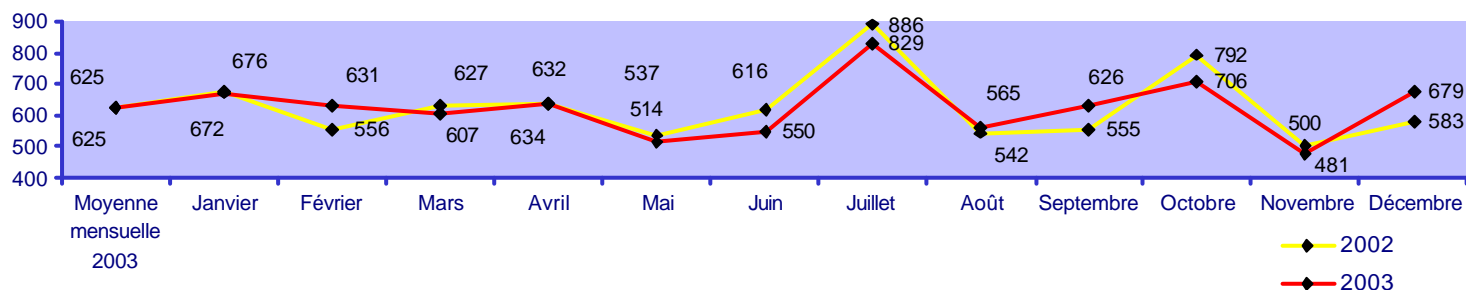
Inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage	Janvier à décembre	Décembre
2002	7 502	583
2003	7 494	679
Evolution en %	-0,11%	16,47%

Inscriptions de nantissements correspondant à l'octroi de prêts bancaires	Janvier à décembre	Décembre
2002	6 775	522
2003	6 884	616
Evolution en %	1,61%	18,01%

En décembre 2003, les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage progressent de 16,47% par rapport à décembre 2002. En 2003, elles se sont maintenues au même niveau qu'en 2002.

Les inscriptions correspondant aux prêts bancaires accordés aux entrepreneurs par les banques et les organismes de crédit qui leur permettent de financer l'achat d'un fonds de commerce, d'effectuer des travaux d'agrandissement ou de rénovation augmentent de 18% en décembre 2003 (par rapport à décembre 2002). Pour 2003, ces inscriptions sont en légère augmentation : +1,6% au titre de 2003, en comparaison avec 2002.

NB : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.



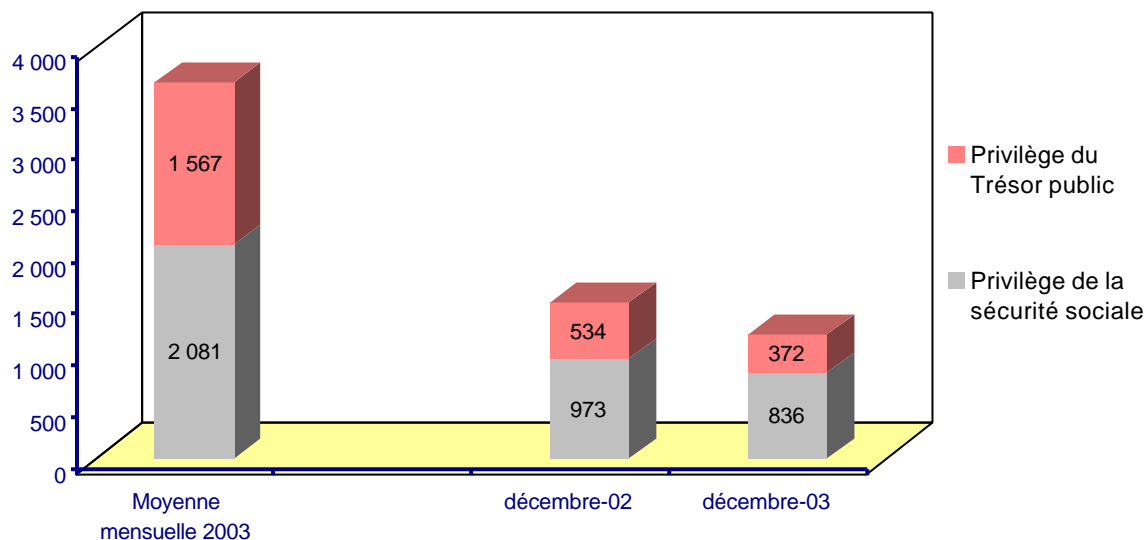
❖ Endettement fiscal et social :

Baisse de l'endettement fiscal de 30,34% et baisse de l'endettement social de 14,08% en décembre 2003. (par rapport à décembre 2002)

Inscriptions de privilèges du Trésor public	Janvier à décembre	Décembre
2002	18 465	534
2003	18 798	372
Evolution en %	+1,80%	-30,34%

Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale	Janvier à décembre	Décembre
2002	25 543	973
2003	24 972	836
Evolution en %	-2,24%	-14,08%

- En décembre 2003, 372 **inscriptions de privilèges du Trésor public** ont été prises auprès du greffe, contre 534 en 2002, soit -30,34%. Cependant, au titre de 2003, ce poste enregistre une légère remontée (+1,80%). En valeur, le total cumulé des sommes conservées par le greffe s'élève à 62 095 800 €, soit un montant moyen de 15 500 € par inscription.
- Le nombre d'**inscriptions de privilèges de la sécurité sociale** subit une baisse de 14,08% en décembre 2003 (par rapport à décembre 2002), et de 14,08% au titre de l'année 2003 (par rapport à 2002). En valeur, le total cumulé des sommes conservées par le greffe s'élève à 12 960 000 €, soit un montant moyen de 15 502 € par inscription.



NB : Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement.

❖ Jugements d'ouverture de procédures collectives (redressements et liquidations judiciaires) :

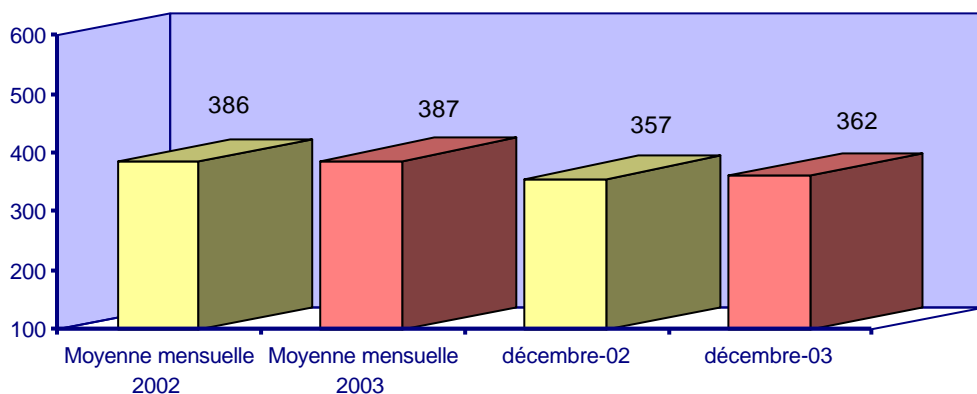
Décisions d'ouverture rendues par le Tribunal : +0,41 % en 2003 (par rapport à 2002)

Jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire	Janvier à décembre	Décembre
2002	4 627	357
2003	4 646	362
Evolution en %	0,41%	1,40%

En 2003, les décisions d'ouverture de procédures collectives prononcées par le Tribunal sont stables : +0,41 par rapport à 2002. En décembre, elles se maintiennent à +1,4% (en comparaison avec décembre 2002).

1 010 salariés ont été directement concernés par les jugements d'ouverture de procédures collectives en décembre 2003, soit une diminution de 18,74% par rapport à décembre 2002. 636 salariés du secteur de l'industrie avaient été directement touchés par les redressements et les liquidations judiciaires en décembre 2002, entraînant une forte hausse du nombre total des effectifs. En décembre 2003, les salariés des secteurs des services aux particuliers, de l'immobilier, et des services aux entreprises sont les plus touchés par les procédures collectives.

Le montant cumulé du passif déclaré au greffe par l'ensemble des entreprises défaillantes s'élève à 91 700 000 € en décembre 2003, soit une baisse de 20,6% par rapport à décembre 2002. Au titre de l'année 2003, les entreprises défaillantes ont déclaré un passif cumulé de 1 273 863 000 € contre 1 667 290 000 € en 2002, soit une diminution de 23,6%.



❖ La Prévention des difficultés des entreprises

Forte augmentation des entretiens accordés par les juges aux dirigeants d'entreprises (+12,78%) en décembre 2003.

Dossiers ouverts dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à décembre	Décembre
2002	1 410	140
2003	1 943	113
Evolution en %	37,80%	-19,29%

En décembre 2003, les détections d'entreprises potentiellement en difficulté subissent une baisse de 19,29% par rapport à décembre 2002. En revanche, les détections enregistrent une augmentation de 37,80% en 2003. Les chefs d'entreprise concernés seront entendus prochainement par les juges de la Prévention.

Entretiens accordés aux dirigeants d'entreprises dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à décembre	Décembre
2002	1 506	226
2003	2 332	256
Evolution en %	54,74%	12,78%

Toujours en décembre 2003, les juges ont accordé 256 entretiens aux dirigeants d'entreprise, soit +12,78% par rapport à décembre 2002.

Les dossiers des entreprises potentiellement en difficulté, en cours d'examen par les juges, concernaient 8 625 salariés à fin décembre 2003, soit +38,42% par rapport à décembre 2002. Les secteurs d'activité les plus touchés en termes d'effectifs sont l'immobilier et les services aux entreprises (4 532 personnes, soit 52,54% des effectifs totaux), l'industrie (1 321 personnes, soit 15,32% des effectifs totaux), le commerce (756 personnes, soit 8,77% des effectifs totaux), les transports (735 personnes, soit 8,52% des effectifs totaux), les services aux particuliers (547 personnes, soit 6,34% des effectifs totaux). Les autres secteurs (construction, hôtellerie et restauration et activités financières) regroupent 1,28% des effectifs salariés concernés.

Depuis le début de l'année, les juges se mobilisent en faveur du sauvetage des entreprises dès les premières difficultés rencontrées.

NB : Lors de ces entretiens, les juges font le point avec les dirigeants sur la situation de leur entreprise et les informent sur leurs devoirs et responsabilités. Un débat peut s'engager sur les mesures de redressement à envisager.